

La crise de 2008 et ses conséquences

Il s'agit ici de montrer comment quatre pays de la zone euro, la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, ont réagi à la crise de 2008. Pour cela, des données provenant des comptes nationaux et des statistiques sociales ont été sélectionnées afin de dégager des évolutions significatives.

Tous les chiffres présentés ici ont été calculés à partir des données d'Eurostat telles qu'elles sont disponibles sur son site :

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr>

Toutefois, seules les données effectivement présentes sur le site d'Eurostat peuvent prétendre à un caractère officiel.

Les variables des différents tableaux peuvent être présentés de différentes manières :

- aux prix courants en pourcentage du PIB de 2005 afin de permettre une analyse des évolutions tout en éliminant le critère taille du pays ;
- aux prix courants, en différence par rapport à l'année précédente rapportée au PIB de 2005 ;
- aux prix courants en indice par rapport à la base 2005 ;

L'équilibre épargne - investissement

Dans les tableaux présentés, les sociétés sont constituées des secteurs institutionnels des sociétés (S11 et S12), les ménages comprennent aussi les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), ils correspondent aux secteurs institutionnels S14 et S15. L'investissement privé brut est la formation brute de capital des secteurs institutionnels S11, S12, S14 et S15. Le solde extérieur courant correspond à un excédent s'il est positif et à un déficit s'il est négatif.

La notion de déficit public courant a été introduite ici bien qu'elle ne soit pas un agrégat de la comptabilité nationale. Elle correspond au déficit des administrations publiques (S13) avant paiement des transferts en capital et des actifs non financiers non produits.

L'introduction de la notion de déficit public courant s'explique par le fait qu'elle correspond à la partie du déficit public ayant un impact sur la demande intérieure.

Le pouvoir d'achat présenté ici est celui du revenu disponible brut des ménages par habitant. Il est obtenu en divisant l'indice du revenu disponible brut de l'ensemble des ménages par l'indice du nombre d'habitants puis par celui de l'indice des prix implicites de la dépense de consommation finale des ménages.

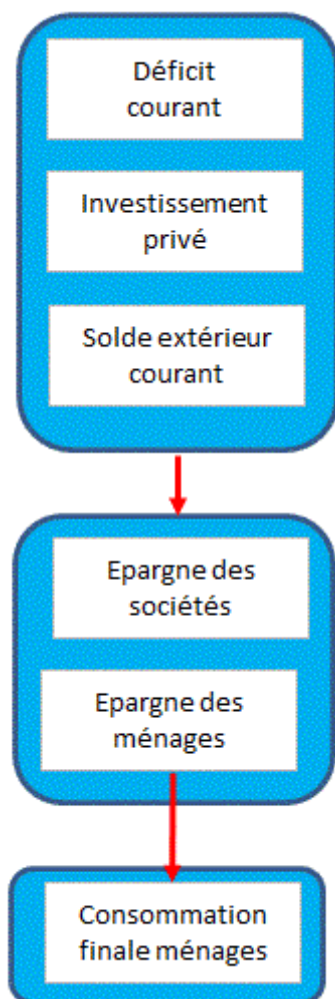
Ce dernier indice est obtenu en divisant l'indice de la consommation finale aux prix courants par l'indice de la consommation finale en volume tels qu'ils apparaissent dans les comptes nationaux.

Approche keynésienne

Dans l'approche keynésienne, les principaux moteurs de l'économie sont :

- l'investissement privé ;
- le déficit public courant ;
- l'excédent extérieur courant.

Ce sont ces trois moteurs qui déterminent l'épargne privée. Celle-ci est répartie entre les sociétés et les ménages. De l'épargne des ménages on passe à leur revenu et à leur dépense de consommation finale par l'intermédiaire de leur taux d'épargne.

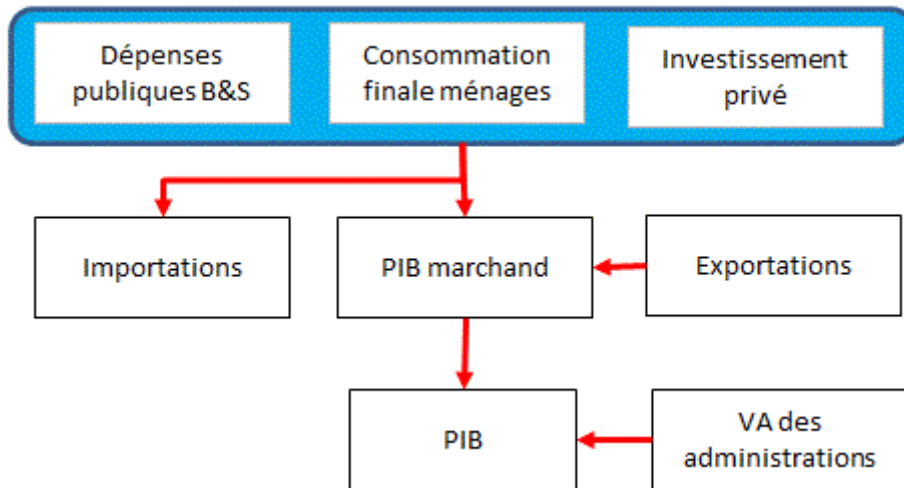


Partage de la demande intérieure entre production et importations

La demande intérieure en biens et services marchands est la partie de la demande intérieure qui n'est pas satisfaite par la production non marchande. C'est la somme des éléments suivants :

- + la consommation intermédiaire
- + la dépense de consommation finale
- + la formation brute de capital
- – la production non marchande

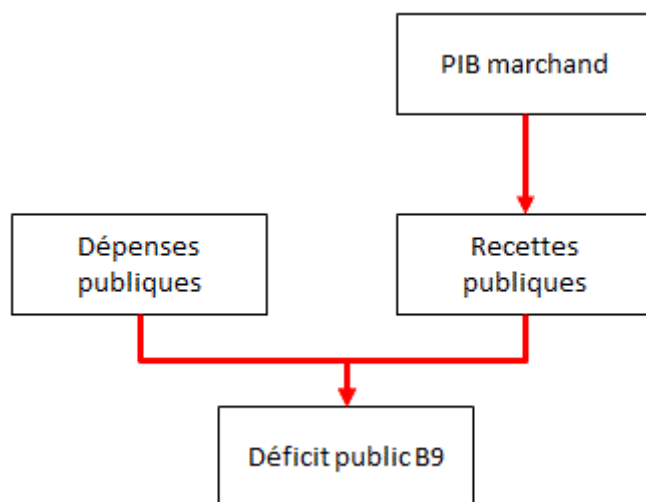
Cette demande intérieure est satisfaite à la fois par la production et par les importations. Pour faire apparaître ce partage on peut définir un taux d'importations comme étant le rapport entre les importations et la demande intérieure en biens et services marchands.



Le déficit public (B9)

Le déficit public au sens de la procédure de déficit excessif est le besoin de financement des administrations publiques. Il est égal à la différence entre les dépenses et les recettes publiques.

Pour passer du déficit public courant au déficit (B9), il suffit d'ajouter les transferts en capital reçus nets et les acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers non produits.

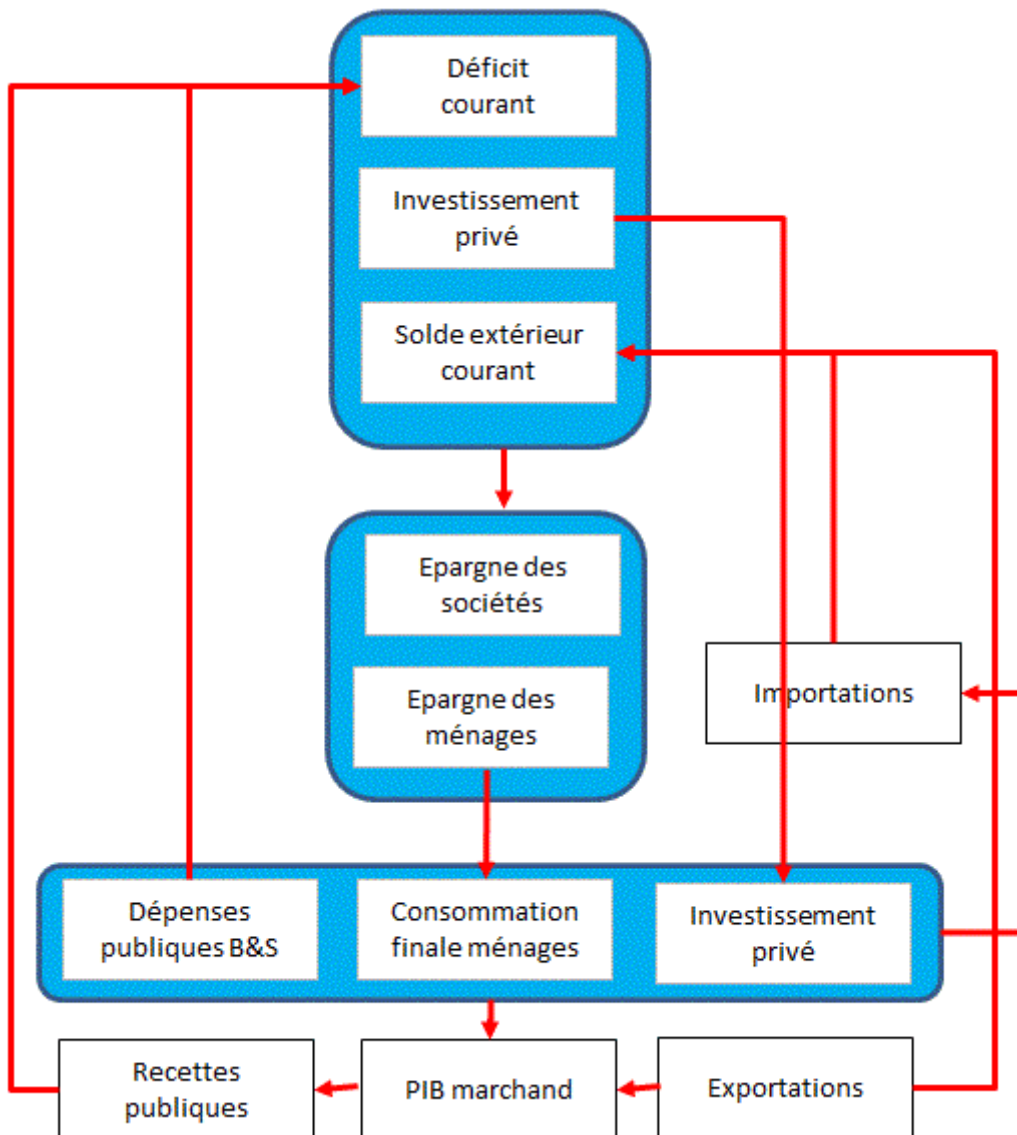


Le solde extérieur courant

On définira ici la balance commerciale par la différence entre les exportations et les importations de biens et services.

Pour passer au solde extérieur courant, il suffit de déduire de la balance commerciale les opérations de répartition avec le reste du monde.

Globalement, la logique de l'approche keynésienne peut être résumée par le schéma suivant :



L'épargne des sociétés

De l'excédent brut d'exploitation à l'épargne des sociétés

L'excédent brut d'exploitation correspond à la part de la valeur ajoutée qui revient aux entreprises lors de la distribution primaire.

Pour passer de l'excédent brut d'exploitation à l'épargne brute des entreprises, il convient d'ajouter les revenus de la propriété reçus nets et les transferts courants reçus nets.

Afin de se rapprocher de la comptabilité privée, les dividendes versés ont été exclus des revenus de la propriété reçus nets et les impôts sur le revenu et le patrimoine ont été exclus des transferts reçus nets. Deux soldes ont été introduits qui ne sont pas des soldes officiels de la comptabilité nationale :

- le résultat brut avant impôt qui est égal au solde des opérations courantes avant paiement des impôts sur le revenu et des dividendes ;
- le résultat brut après impôt qui se déduit du solde précédent en retranchant l'impôt sur le revenu et le patrimoine.

Ces deux soldes ne correspondent pas à des soldes de la comptabilité privée, d'une part parce qu'ils sont bruts, d'autre part parce qu'ils ne tiennent pas compte des plus ou moins-values et des provisions. Enfin, la production n'est pas évaluée exactement de la même manière par la comptabilité nationale et la comptabilité privée.

Détermination de l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières

L'excédent brut d'exploitation se déduit de la valeur ajoutée de la manière suivante :

- + Valeur ajoutée
- – Rémunération des salariés
- – Impôts sur la production
- + Subventions
- = Excédent brut d'exploitation

Tous ces éléments constituent le compte d'exploitation. Ce compte est particulièrement important parce que sa structure constitue un bon indicateur de la compétitivité des entreprises.

Politique de l'offre et politique de la demande

Les tableaux présentés montrent clairement le rôle de la demande dans la résolution de la crise. Sans une politique de la demande d'inspiration keynésienne, les conséquences de la crise auraient indiscutablement été beaucoup plus négatives. Mais, à plus long terme, le rôle de l'offre, c'est-à-dire de la compétitivité de l'économie apparaît déterminant. En effet, dans l'approche que nous avons retenue, la compétitivité de l'économie, joue un rôle fondamental dans la détermination de trois éléments clés du schéma keynésien :

- le partage de la demande finale intérieure entre le PIB et les importations ;
- la détermination des exportations ;
- le niveau de l'investissement brut privé.

Il apparaît donc quelque peu artificiel de vouloir opposer systématiquement les politiques de l'offre et les politiques de la demande.

Le marché du travail

Le marché du travail a été très fortement marqué par la crise de 2008 mais de manière très différenciée selon les pays. Pour le montrer, nous présentons les tableaux suivants :

- Productivité par heure travaillée (indice 100=2005)
- Coût salarial horaire (indice 100=2005)
- Taux de chômage (en %)

- Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans.
- Le chômage de longue durée exprimé en pourcentage de la population active.

Ce texte n'engage que son auteur : Francis Malherbe